

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 23/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

« Moulin Neuf »
58170 Fléty

Références : 250409
Code AIOT : 0005400376

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, implanté au lieu-dit « Moulin Neuf » - 58170 Fléty. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- « Moulin Neuf » - 58170 Fléty
- Code AIOT : 0005400376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Fléty, dite de «Moulin Neuf», est une carrière à ciel ouvert autorisée par arrêté préfectoral depuis 1994. Elle produit des granulats routiers, du ballast SNCF et des sables à béton.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi de l'exploitation et remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/07/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 19.1	Demande d'action corrective	6 mois
3	Normes et contrôle des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, articles 24 et 25	Demande d'action corrective	2 mois
8	Déchets d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Bilan annuel des retombées atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	Sans objet
5	Production	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, articles 2.1 et 2.2	Sans objet
6	Recyclage des eaux de procédé	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 23.3	Sans objet
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 30.2	Sans objet
9	Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 09/12/1999, article 1	Sans objet
10	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet
11	Suivi des retombées atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion générale du site apparaît globalement satisfaisante. Toutefois, plusieurs points relevés lors des inspections précédentes demeurent en attente de régularisation. En particulier, l'exploitant devra :

- poursuivre les actions engagées en vue de la mise en conformité des banquettes situées sur les anciens fronts d'extraction de la partie sud-est de la carrière ;
- mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires afin de ramener les concentrations en MES en sortie des deux déshuileurs à des niveaux conformes aux prescriptions réglementaires.

Par ailleurs, d'autres non-conformités, auxquelles l'exploitant devra répondre, ont été soulevées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'exploitation et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2004, article 9
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant doit fournir un plan orienté du terril sur fond cadastral sur lequel seront mentionnés : <ul style="list-style-type: none">- le périmètre autorisé,- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.). Ce plan sera remis à jour tous les ans au 31 décembre. Cette mise à jour concernera : <ul style="list-style-type: none">- l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks, ...),- les surfaces défrichées à l'avancement,- le positionnement des fronts,- l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état, ...),- l'emprise des zones remises en état. La surface de ces différentes zones sera consignée dans une annexe à ce plan.
Constats : <u>Inspections des 17/08/22 et 22/07/2024 (Résumé des constats)</u> Les plans d'exploitation communiqués au cours de ces inspections comportaient l'ensemble des éléments exigés par la présente prescription, à l'exception de l'annexe que l'exploitant n'avait pas fournie.

Inspection du 04/09/2025

Par courrier du 26/09/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection l'annexe au plan d'exploitation. Celle-ci fait apparaître les éléments suivants :

- l'emprise des infrastructures,
- l'emprise des verses avec le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers,
- la surface totale des zones réaménagées.

Toutefois, celle-ci ne fait pas apparaître les surfaces défrichées au fur et à mesure de l'avancement des travaux. De plus, bien que la surface totale des zones réaménagées soit indiquée (222 092 m²), leur localisation précise n'y est pas renseignée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 19.1

Thème(s) : Autre

Prescription contrôlée :

Après décapage de la terre végétale et des stériles de découverte, sur une épaisseur moyenne d'environ 10 m, le gisement est exploité jusqu'à un niveau sensiblement voisin de la cote 200 NGF, sous forme d'un front de taille unique d'environ 110 m de hauteur au point le plus élevé, se déplaçant vers le nord.

Les matériaux seront extraits en laissant en place des gradins d'une hauteur maximale unitaire de 15 m, séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 15 m.

Constats :

Inspections du 22/07/2024 (Résumé des constats)

Il avait été constaté que la hauteur maximale des fronts de taille était respectée (14 m, contre 15 m autorisés), mais que les banquettes de la partie sud-est présentaient une largeur d'environ 8 mètres en raison d'exploitations antérieures, confirmée par des photographies aériennes de 2005.

Il avait été demandé à l'exploitant de poursuivre la mise en conformité de ces anciens fronts et à transmettre un plan d'actions à l'Inspection.

Inspection du 04/09/2025

Par courrier du 26/09/2024, l'exploitant indique prévoir un décapage préalable des matériaux meubles afin de dégager le gisement, sans qu'aucune exploitation ne soit envisagée pour l'année 2025. Il précise qu'une concertation sera menée en amont avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), afin d'éviter tout impact défavorable sur le Hibou Grand-Duc et que les banquettes, actuellement hétérogènes, seront retravaillées afin de respecter la largeur réglementaire de 15 mètres. Cette mise en conformité nécessitera un recul minimal de 5 mètres pour les banquettes successives, le complément de recul étant réalisé lors des opérations de

décapage, en vue de l'exploitation future de la zone Au cours de la présente visite, l'exploitant a indiqué que, la LPO ayant donné son accord, la mise en conformité des banquettes de la partie sud-est interviendrait début 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informera l'Inspection dès que la mise en conformité des banquettes aura été réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Normes et contrôle des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, articles 24 et 25
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Normes Les effluents susceptibles d'être rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5, Température < 30°C, Couleur : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l, Absence d'odeur dégagée par l'effluent après 5 jours d'incubation à 20°C, MES < 35 mg/l, DCO < 125 mg/l, Hydrocarbures < 10 mg/l Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Contrôle des effluents : L'exploitant procède périodiquement, à ses frais, au contrôle des eaux rejetées dans le milieu naturel, au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. La fréquence de ce contrôle est semestrielle. Celui-ci porte sur les paramètres physico-chimiques définis à l'article précédent et sur le débit. Les résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eau sont conservés à disposition de l'inspecteur des installations classées. En cas d'anomalie constatée, l'information, accompagnée des résultats obtenus et commentaires appropriés nécessaires à en expliquer la raison, puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont adressés sous 48 h à l'inspecteur des installations classées.
Constats :

Inspections du 22/07/2024 (Résumé des constats)

Les analyses semestrielles des 20 novembre 2023 et 27 mai 2024 ont mis en évidence des dépassements des valeurs limites réglementaires en HCT et MES au niveau des déshuileurs. Il a également été constaté que certains paramètres (couleur, MES, DCO) n'étaient pas systématiquement renseignés dans les rapports. L'exploitant devait transmettre à l'Inspection les actions correctives qu'il comptait mettre en œuvre pour assurer ces mises en conformité.

Inspection du 04/09/2025

Par courrier du 26 septembre 2024, l'exploitant indique que le dépassement constaté sur le paramètre MES résulte d'un arrosage artificiel de l'aire étanche, réalisé en l'absence de précipitations, afin de permettre les mesures. Cette opération aurait entraîné une remise en suspension des matières. L'exploitant précise que les eaux rejetées en sortie des déshuileurs sont collectées puis dirigées vers le bassin de décantation des eaux de process, évitant ainsi tout rejet direct dans le milieu nature.

Au cours de la présente inspection, les deux derniers rapports d'analyses semestrielles réalisées sur les trois points de rejet et les deux déshuileurs ont été présentés :

- Rapport du 17/10/2024 - Société BIOBASIC : Les résultats mettent en évidence des dépassements significatifs en matières en suspension (MES) sur les deux déshuileurs :
 - Déshuileur atelier : 160 mg/L,
 - Déshuileur parking : 75 mg/L.
- Rapport du 17/03/2025 - Société BIOBASIC : Les résultats mettent en évidence un dépassement important en MES sur le déshuileur parking : 240 mg/L.

L'ensemble des paramètres réglementaires (pH, température, couleur, MES, DCO et hydrocarbures) a bien été analysé par le prestataire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les résultats d'analyses mettent en évidence des dépassements récurrents en MES.

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin de réduire de manière efficace ces concentrations et d'assurer le respect des valeurs limites réglementaires.

À titre d'exemple, une réflexion pourrait être menée sur la fréquence d'entretien des déshuileurs ou encore sur l'éventuelle mise en place de dispositifs complémentaires de traitement.

L'exploitant informera l'Inspection des mesures retenues et du calendrier associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

[...]

<p>Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour entretenir les deux débourbeurs-déshuileurs présents sur site, l'exploitant a mis en œuvre un curage et une vidange des boues à une fréquence annuelle. Le dernier curage a été réalisé en date du 03/09/2025 par l'entreprise SARP-OSIS SUD EST. Selon le bordereau de suivi des déchets dangereux correspondant, 7,48 tonnes de déchets dangereux ont été évacués.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des dépassements récurrents en MES mentionnés au point n°3 du présent rapport, il pourrait être opportun que l'exploitant réexamine la fréquence actuelle des opérations de vidange et de curage des débourbeurs-déshuileurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Production

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, articles 2.1 et 2.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.1 Une carrière de roche massive à ciel ouvert d'une superficie de 39 ha 57 a 30 ca, siège d'un gisement exploitable de 45 000 000 tonnes environ, jusqu'au niveau 200 NGF</p> <p>2.2 [...] La carrière est destinée à l'extraction de tuf andésitique utilisé après traitement pour les usages routiers courants et la fourniture de ballast SNCF, à raison d'une production brute annuelle moyenne de 500 000 tonnes n'excédant pas 800 000 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au titre de l'année 2024, la production déclarée s'élève à 450 957 tonnes. La cote la plus basse est située à 205 mètres NGF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Recyclage des eaux de procédé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 23.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets à l'extérieur du site d'eau de procédé telle que l'eau de lavage des véhicules sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif</p>

d'arrêt d'alimentation en eau de procédé des installations, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
<p>Constats :</p> <p>Aucun rejet d'eau de procédé vers l'extérieur du site n'est effectué. Ces eaux sont collectées séparément et traitées par deux séparateurs d'hydrocarbures distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'un dédié aux eaux en provenance de la zone de distribution de carburant et du parking des véhicules, - l'autre dédié aux eaux de l'atelier de réparation et de l'aire de lavage. <p>Après traitement, ces eaux transitent par un regard avant d'être dirigées vers un bassin de décantation. En cas de rejet accidentel, la pompe installée en aval du bassin peut être immédiatement stoppée. Ces eaux sont intégralement recyclées dans le circuit de lavage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 30.2
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière aux emplacements et dans les conditions fixées en accord avec l'Inspecteur des installations classées.</p> <p>Les mesures sont renouvelées chaque trimestre ou lorsque les conditions de tirs sont modifiées.</p> <p>Les résultats et mesures sont consignés dans un registre et tenu à disposition de l'Inspecteur des installations classées. En cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont transmis à ce dernier dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le rapport annuel de mesures de vibrations pour l'année 2024. Sur les 18 tirs réalisés au cours de l'année, 4 ont fait l'objet de mesures de vibrations effectuées par la société TITANOBEL (le 24/06, 05/08, 13/11 et 21/11/2024).</p> <p>Les résultats indiquent une vitesse particulière maximale de 2,71 mm/s, mesurée sur l'ensemble des trois axes. Les mesures acoustiques associées montrent un niveau de bruit maximal enregistré de 122 dB(L).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 32
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de</p>

l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, il est constaté sur la partie ouest du site la présence de déchets issus de l'activité de la carrière, constitués principalement de pièces de concasseurs, certaines présentant des traces d'oxydation, ainsi que de résidus en caoutchouc. Ces déchets sont entreposés directement sur le sol, sans dispositif de rétention et sans protection des eaux météoriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires afin de stocker temporairement ses déchets issus de l'activité de la carrière dans des conditions conformes à la présente prescription. À défaut, ces déchets doivent être évacués dans les filières appropriées. L'exploitant informera l'Inspection des mesures mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/1999, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le premier alinéa du titre sixième « dispositions exécutoires » de l'arrêté préfectoral n° 98-P2361 du 10 juillet 1998, modifié, est modifié comme suit :</p> <p>Le présent arrêté est applicable immédiatement excepté en ce qui concerne les études et aménagements ci-après qui doivent être réalisés dans les délais indiqués ci-dessous :</p> <p>Transfert du poste de concassage primaire en fond de fouille, à un niveau sensiblement voisin de la cote 215 NGF</p> <p>Délai : 17 Mars 2010</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le transfert du poste de concassage primaire n'a pas été réalisé et ne sera pas mis en œuvre. L'exploitant justifie ce choix par le fait que cette disposition n'apporterait pas de réduction significative de l'impact sonore du site. De plus, les campagnes de mesures acoustiques réalisées en décembre 2019 et en mai 2023, notamment en période de fonctionnement du concasseur, mettent en évidence le respect des valeurs réglementaires en vigueur, sans dépassement constaté.</p> <p>Aussi, cet aménagement limiterait l'optimisation de l'extraction du gisement, la cote d'exploitation la plus profonde autorisée étant fixée à 200 NGF.</p> <p>L'exploitant a précisé que la question du transfert du poste de concassage sera réexaminée dans le cadre du dossier de demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter, prévu pour 2026.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 10 : Plan de surveillance des émissions de poussières
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de surveillance des émissions de poussières (de septembre 2019) de la carrière de Fléty. Ce document répond aux exigences de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 11 : Suivi des retombées atmosphériques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures de retombées de poussières sont réalisées au moyen de 6 jauges de retombées, sur une période de 30 jours consécutifs : 5 stations de mesure de types b et c et une station de mesure de type a (station témoin).</p> <p>Les mesures effectuées par l'organisme BIOBASIC Environnement sur la période du 10 mars au 9 avril 2025 ont été réalisées selon la norme AFNOR NF X 43-014. Les résultats n'appellent pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bilan annuel des retombées atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de bilan annuel des retombées atmosphériques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, de transmettre chaque année avant le 31 mars, le bilan de l'année n-1 reprenant les valeurs mesurées, ainsi qu'un commentaire sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques, de l'activité et de l'évolution de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois